

VD_GERICHTE PE24.010935 vom 27. Mai 2025

VD Tribunal cantonal, 2025-05-27, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE24.010935

FR: VD_GERICHTE PE24.010935 du 27 mai 2025

IT: VD_GERICHTE PE24.010935 del 27 maggio 2025

Erwägungen

E. 4.1

M. _____ estime avoir droit au remboursement de ses frais d'avocat par le prévenu, qui a été condamné pour l'infraction de violation de domicile. Selon elle, l'engagement d'un avocat était nécessaire compte tenu du cas d'espèce. Elle explique que, contrairement à ce que le Tribunal de police a retenu, elle avait délégué la rédaction de sa plainte pénale à son conseil, et que ce travail avait été facturé et payé. Par ailleurs, il s'agissait d'une assez longue procédure d'instruction, le prévenu ayant contesté avoir eu connaissance de l'interdiction, et des

- 5 - correctifs à la version de l'accusé ayant dû être apportés. Elle rappelle qu'il y avait déjà eu des problèmes avec le prévenu lorsque celui-ci était employé comme agent de sécurité de [...] et que cette société avait malgré tout continué à lui confier des missions dans l'établissement malgré les insatisfactions de l'appelante sur ses prestations (cf. ch. 21 à 27 de la déclaration d'appel). Elle explique que son administrateur ne disposait pas des compétences pour rédiger une plainte pénale parce que la gestion de l'établissement représentait beaucoup de travail et qu'il avait par conséquent peu de temps. Enfin, cette affaire avait donné du travail au personnel, ce qui justifiait une condamnation symbolique à payer 500 francs, et la liste des opérations produite ne totalisait que 12 heures, ce qui n'était pas excessif.

E. 4.2

Aux termes de l'art. 433 al. 1 CPP, la partie plaignante peut demander au prévenu une juste indemnité pour les dépenses obligatoires occasionnées par la procédure si elle obtient gain de cause (let. a) ou si le prévenu est astreint au paiement des frais conformément à l'art. 426 al. 2 CPP (let. b). Selon l'al. 2, la partie plaignante adresse ses prétentions à l'autorité pénale ; elle doit les chiffrer et les justifier. Si elle ne s'acquitte pas de cette obligation, l'autorité pénale n'entre pas en matière sur la demande. La partie plaignante obtient gain de cause au sens de l'art. 433 al. 1 CPP si les prétentions civiles sont admises et/ou lorsque le prévenu est condamné. Dans ce dernier cas, la partie plaignante peut être indemnisée pour les frais de défense privée en relation avec la plainte pénale (ATF 139 IV 102 consid. 4.1 et 4.3). La juste indemnité, notion qui laisse un large pouvoir d'appréciation au juge, ne vise pas à réparer un dommage mais à couvrir les dépenses et les frais nécessaires pour faire valoir le point de vue de la partie plaignante dans la procédure pénale. Il s'agit en premier lieu des frais d'avocat (ATF 143 IV 495 consid. 2.2.4 ; ATF 139 IV 102 consid. 4.1 et consid. 4.5). Les démarches doivent apparaître nécessaires et adéquates pour la défense du point de vue de la partie plaignante (cf. not. TF 6B_1333/2022 du 17 novembre 2021 consid. 1.1). A l'instar de ce qui

- 6 - prévaut pour l'indemnité selon l'art. 429 al. 1 let. a CPP, déterminer si l'assistance d'un avocat procède d'un exercice raisonnable des droits de procédure et si, par conséquent, une indemnité pour frais de défense selon l'art. 433 CPP peut être allouée à la partie plaignante est une question de droit. La jurisprudence considère singulièrement comme nécessaire l'intervention d'un avocat lorsque les parties plaignantes ont contribué de manière significative à l'élucidation de l'affaire et à la condamnation de l'auteur (cf. not. TF 6B_741/2017 du 14 décembre 2017 consid. 7.2.2 et TF 6B_226/2017 du 10 juillet 2017 consid. 4.3.1).

E. 4.3.1

En l'occurrence, on constatera tout d'abord, avec le Ministère public et le premier juge, que l'appelante n'explique pas concrètement à quoi correspondent les conclusions prises à hauteur de 500 fr., qui ne sont pas étayées, mais uniquement invoquées sur la base de considérations toutes générales. Elles ne sont justifiées par aucune pièce du dossier et la déclaration d'appel n'amène aucun élément nouveau sur ce point, de sorte que c'est à bon droit qu'elles ont été rejetées.

E. 4.3.2

Le fait pour M._____ de ne pas avoir obtenu gain de cause sur ses conclusions civiles ne la prive pas encore de la possibilité de recevoir une indemnité pour ses frais de défense privée en relation avec la plainte pénale, P._____ ayant été condamné. Il reste ainsi à examiner si les démarches entreprises par un mandataire professionnel apparaissent comme nécessaires et adéquates pour la défense raisonnable du point de vue de la partie plaignante. En l'espèce, on relèvera d'abord que le fait de dénoncer la présence illicite d'une personne que l'on connaît pour lui avoir fait signifier une interdiction de pénétrer dans l'établissement nécessite uniquement de décrire un état de fait très simple. Il n'est nul besoin de connaissances juridiques approfondies ni d'une aisance particulière dans la rédaction

- 7 - d'actes complexes. Ensuite, l'affaire n'a pas pris une ampleur considérable et le litige, certes connexe, entre la partie plaignante et l'employeur du condamné ne concerne pas directement la présente procédure. Enfin, même à considérer que le droit pénal matériel et le droit de procédure sont complexes et représentent, pour des personnes qui ne sont pas habituées à procéder, une source de difficultés, tel n'est pas le cas en l'espèce. On n'imagine en effet guère une procédure plus simple à faire aboutir en ce qui concerne l'obtention d'une condamnation pénale. Il résulte de ce qui précède que l'intervention d'un mandataire professionnel, si elle a naturellement simplifié le travail de M._____, particulièrement de son représentant [...], n'était pas essentielle à la protection de ses intérêts. Partant, c'est à bon droit que le premier juge a estimé que le recours à un avocat n'était pas nécessaire et qu'il a refusé d'octroyer à M._____ l'indemnité requise.

E. 5

Il résulte de ce qui précède que l'appel, manifestement mal fondé, doit être rejeté sans échange d'écritures (art. 390 al. 2 CPP par renvoi de l'art. 406 al. 4 CPP) et le jugement entrepris confirmé. Les frais d'appel, par 770 fr. (art. 21 al. 1 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; BLV 312.03.1]), seront mis à la charge de l'appelante, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.